



Photo : USP.

POURQUOI L'INITIATIVE SUR L'ÉLEVAGE INTENSIF CONCERNE TOUT LE MONDE

Urs Schneider est le responsable de la campagne de votation contre l'initiative sur l'élevage intensif. Cette dernière sera soumise au vote populaire le 25 septembre prochain. Dans la présente interview, le directeur adjoint de l'Union suisse des paysans explique pourquoi l'engagement de toute l'agriculture est nécessaire, y compris des branches qui ne se sentent pas concernées.

La campagne « Non à l'initiative inutile sur l'élevage » est lancée. Quelle en est votre appréciation ?
 Nous sommes sur la bonne voie : la campagne de votation a débuté, laquelle atteindra son apogée fin août et courant septembre. Il faut que la visibilité des drapeaux progresse encore.

Dans le cadre de cette initiative, l'accent est mis sur l'élevage de porcs et de volailles. Dans quelle mesure viticulteurs, arboriculteurs et maraîchers sont-ils eux aussi concernés ?

Les acteurs de la production végétale auraient tort de croire qu'ils ne sont pas concernés. De nombreuses exploitations d'élevage devraient chercher d'autres formes de production, ce qui entraînerait de nouveaux rapports de concurrence. L'initiative peut en outre susciter de nouvelles envies, comme celle de convertir toute l'agriculture au bio. C'est pourquoi la clarté du résultat sera décisive. Pour y parvenir, nous avons besoin de l'engagement de TOUS. En effet, le secteur agricole ne compte plus que 3% de la population active. Il nous faut donc une forte mobilisation pour atteindre notre objectif. Par ailleurs, d'autres initiatives attendent l'agriculture. Celles-ci toucheront davantage d'autres secteurs de production. La solidarité au sein du monde paysan est donc le mot d'ordre du moment et de l'avenir.

Quelle est pour vous la principale raison de rejeter l'initiative ?

La Suisse dispose d'une législation très stricte sur la protection des animaux. C'est le seul pays au monde à limiter le nombre de bêtes par exploitation et à proposer des labels pour satisfaire chaque besoin. Il est tout simplement insensé de faire chuter la production indigène et d'accroître les importations de produits d'origine animale affichant un bilan écologique bien pire et provenant d'élevages aux conditions douteuses.

L'initiative ferait augmenter les importations. Elle demande que seules les marchandises répondant au minimum aux normes de détention Bio Suisse passent la frontière. À quel point cette exigence est-elle réaliste ?

En raison des engagements de la Suisse envers l'OMC et des accords commerciaux, il serait impossible de mettre en œuvre cette exigence. Même si elle l'était, elle ne pourrait être contrôlée. C'est pour cette raison que le Conseil fédéral avait renoncé à inscrire une telle disposition dans son contre-projet.

Que souhaitez-vous encore dire à propos de la votation du 25 septembre ?

Cette votation constitue aussi une chance : nous pouvons montrer à la population à quel point les exploitations agricoles de Suisse produisent de manière durable, écologique et responsable.

**union suisse
des paysans**

